

Madagascar

Une histoire originale

Terre originale au cœur de l’océan Indien, Madagascar constitue un monde à part présentant des caractéristiques naturelles qui la distinguent de l’Afrique voisine. Elle a été aussi le foyer d’une histoire et d’une civilisation bien particulières, nées de la fusion d’éléments africains et indonésiens. L’insalubrité de ses côtes la protégea longtemps des entreprises européennes et l’installation au XIX^e siècle de l’hégémonie mérina sur la majeure partie de l’île aurait sans doute pu conduire à la formation d’une entité politique susceptible de relever de manière autonome le défi de la modernisation mais la colonisation française, qui s’impose avec Gallieni, vient rompre une évolution de longue durée et accélérer des transformations qui font rapidement de « l’île Rouge » l’un des fleurons de « l’empire triomphant » du premier tiers du XX^e siècle. Une fois surmonté l’épisode douloureux de la révolte de 1947, la grande île de l’océan Indien entame, au sein de l’Union française puis de l’éphémère Communauté créée en 1958, une marche vers l’indépendance qui, sous l’autorité débonnaire de Philibert Tsiranana, s’annonce plutôt prometteuse... jusqu’à ce que le virage pris à partir de 1972 en faveur du « socialisme » ne ruine pour longtemps les espoirs légitimes de développement et de prospérité d’une population en croissance rapide qui doit aujourd’hui rattraper le temps perdu et surmonter le désastre économique né de cette malheureuse expérience. Le remplacement, en 2002, de Didier Ratsiraka par Marc Ravalomanana ouvre peut-être une phase nouvelle de l’histoire malgache, dont on peut espérer qu’elle permettra à ce pays, riche d’un héritage culturel original, de participer pleinement au processus de développement en cours dans l’espace de l’océan Indien.

Sommaire :

- Une grande île de la zone tropicale
- Le temps des origines. Installation et formation des peuples malgaches
- Les Européens à la périphérie de la grande île (XVI^e-XIX^e siècles)
- Les royaumes indigènes
- Madagascar au XIX^e siècle
- La domination française
- Les temps difficiles de l’indépendance

Une grande île de la zone tropicale

Une grande île de la zone tropicale

Située dans l’océan Indien au sud de l’Équateur (entre 12° et 26° de latitude sud) et séparée de 400 km des côtes d’Afrique orientale par le canal de Mozambique, la « Grand Île » – baptisée parfois « l’île Rouge » à cause de ses sols latéritiques – s’étend sur 587 041 km² (les superficies

ajoutées de la France et de la Belgique) et est traversée dans sa partie méridionale par le Tropique du Capricorne. Étendue sur 1 580 km du nord au sud (du cap d'Ambre au cap Sainte-Marie) et sur 580 km d'ouest en est dans sa largeur maximale, elle est peuplée aujourd'hui d'une quinzaine de millions d'habitants – elle a doublé au cours du dernier quart de siècle et ne « pesait » que 2,5 millions d'âmes en 1900. « Antiquité géologique », Madagascar apparaît comme un fragment isolé de l'ancien continent de Gondwana, séparé de l'Afrique au cours du crétacé inférieur, c'est-à-dire au début de l'ère secondaire. Voisine des immenses volcans insulaires des Mascareignes et des Comores, l'île-continent n'a connu elle-même qu'une activité volcanique limitée – même si celle-ci lui a donné ses sommets les plus élevés (le Tsaratanana à 2 886 m d'altitude) – et se caractérise par une grande stabilité géologique. Le trait principal du relief réside dans **l'existence au centre de l'île d'un plateau massif qui, correspondant au socle ancien, en occupe à peu près les deux tiers**. Il s'élève en moyenne de 800 à 1 400 m d'altitude selon les régions et il est bordé, à l'est, par deux séries de falaises qui, encadrant un « gradin » intermédiaire, dominant par de puissants abrupts une zone littorale étroite et régulière longée de lagunes et de dunes. Le plateau s'abaisse plus lentement et par paliers successifs en direction de l'ouest pour aboutir à une côte plus large où viennent se jeter plusieurs grands fleuves de l'intérieur (Mangoky, Tsiribihina ou Betsiboka). Dans sa partie septentrionale, cette côte occidentale offre de nombreuses baies favorables aux navigateurs alors que, sur la côte orientale, la baie d'Antongil constitue au nord la seule échancrure notable. L'île de Nossi Bé, au large de la côte nord-ouest, et celle de Sainte-Marie, proche de la baie d'Antongil, ont, dans le passé, constitué pour les Européens des positions de proximité bien utiles au contact d'une terre longtemps perçue comme hostile. **Le climat est dominé par l'alizé du sud-est, qui détermine l'existence de deux grandes régions** : l'une, « au vent », correspond à la côte orientale, au « gradin » et aux falaises qui l'encadrent, et présente un climat de type équatorial caractérisé par une chaleur et une humidité constantes (1 413 mm de pluie en 164 jours à Vohémar au nord, par 13°sud, 1 537 mm en 153 jours à Fort Dauphin, par 25°sud). Du fait des altitudes élevées, le Plateau central connaît un véritable « hiver » en juillet-août et les pluies y diminuent nettement du nord au sud. Une saison sèche apparaît clairement, de mai à octobre, dans la partie occidentale « sous le vent » de l'île où les pluies diminuent aussi du nord au sud. Durant la saison humide les cyclones peuvent se révéler particulièrement dévastateurs. La forêt, qui recouvrait originellement l'ensemble de l'île, a disparu dans sa majeure partie du fait de l'action des hommes qui ont généralisé la culture sur brûlis. Elle demeure cependant présente dans les zones basses et sur les falaises de l'est mais elle a été remplacée par une savane plus ou moins arborée à l'ouest et par une steppe semi-aride au sud. La forêt ancienne constitua sans doute, pendant longtemps – la déforestation semble contemporaine des cinq derniers siècles –, un obstacle à la pénétration dans l'intérieur, davantage sans doute que le relief dans la mesure où les larges vallées de l'ouest et les thalwegs de l'est constituaient les voies permettant d'accéder au plateau et de joindre assez facilement une côte à l'autre. Le principal obstacle était alors la distance, surtout pour des immigrants davantage accoutumés à l'espace maritime qu'à ces terres étrangères. Hubert Deschamps concluait, à propos des conditions naturelles propres à la Grande Île, que « les conséquences de cette étendue, de cette massivité du continent malgache en marqueront toute l'histoire : difficulté à le peupler ; diversité du climat et du relief contribuant, avec les immenses espaces vides, à individualiser les groupes humains. L'isolement de Madagascar, île du bout du monde, a contribué d'autre part à créer une protection et à maintenir dans une large mesure l'unité due aux origines... »

Le temps des origines. Installation et formation des peuples malgaches

On a longtemps considéré – faute de trouvailles archéologiques significatives – que Madagascar n'avait pas été occupée avant la fin du premier millénaire après J.-C., c'est-à-dire à une époque très récente. Quand ils commencèrent à s'intéresser de manière scientifique aux populations et à

l'histoire de l'île, **les Européens constatèrent rapidement que les langues pratiquées dans la grande île appartenaient au rameau indonésien de la famille malayo-polynésienne, ce qui semblait signifier une origine orientale du peuplement, mais cette constatation apparaissait en contradiction avec les caractéristiques anthropologiques à dominante nettement africaine de la plupart des populations indigènes**, les traits indonésiens s'étant en revanche maintenus très nettement chez les Mérina et les Betsileo du nord, notamment dans les castes aristocratiques. La reconstitution des périodes obscures de l'histoire malgache se révélait alors particulièrement difficile mais les découvertes archéologiques effectuées au cours des trois dernières décennies sur la côte orientale de l'Afrique, à Zanzibar, dans l'archipel des Comores et dans le nord de Madagascar ont permis d'élargir les horizons de la recherche ; la relecture des textes anciens tels que le célèbre *Périple de la Mer Erythrée* contemporain du Ier siècle après J.-C., la *Géographie* de Ptolémée qui date du IIe siècle ou les ouvrages des auteurs arabes – notamment Idrisi qui vécut au XIIe siècle – a permis, en l'absence de sources perses sassanides ou indiennes qui auraient pourtant été précieuses, de faire avancer notre connaissance de l'apparition des hommes dans la grande île de l'océan Indien. Les expéditions maritimes de Tim Severin et de Bill Mac Grath – qui ont respectivement suivi, à bord du *Sohar* et du *Sarimanok*, les deux itinéraires qu'ont pu emprunter les immigrants austronésiens, l'un par le nord de l'océan Indien, l'autre par la voie directe reliant Bali à Madagascar – ont permis de reconstituer les conditions des migrations maritimes qui semblent s'être poursuivies assez régulièrement jusque vers le XIIIe siècle, c'est-à-dire jusqu'à l'époque marquée par la fin de l'Empire indonésien de Srivijaya. Peut-être désignée sous le nom de Menouthias dans le *Périple de la Mer Erythrée*, ou faisant partie de l'ensemble Kmr d'Idrisi – qui comprenait également les Comores ainsi que Zanzibar et Pemba – **Madagascar a dû accueillir ses premiers occupants au cours des premiers siècles de l'ère chrétienne, les plateaux n'étant abordés que vers les Ve-VIIe siècles**. C'est durant ces longues périodes que semble s'être opérée la prise de contact entre des populations africaines d'origine bantoue et les immigrants austronésiens venus de l'est. Les études réalisées dans les années soixante par Pierre Vérin dans le nord de Madagascar, sur les sites d'Irodo (IXe siècle) et de Mahilaka (XIIe siècle), les fouilles effectuées à Mayotte, l'île la plus orientale des Comores, notamment sur les sites de Bagamoyo et de Dembeni, et sur la côte africaine à hauteur de Kilwa conduisent à penser qu'une culture commune s'étendit du IXe au XIIIe siècle du sud de la Somalie au Mozambique en incluant les Comores et sans doute le nord de Madagascar dont les habitants trafiquaient avec ceux de l'archipel voisin où ils allaient peut-être, si l'on en croit les auteurs arabes, chercher d'importantes quantités d'esclaves. Réalisées sur une distance de 6 000 km (les langues malgaches sont très proches de celles du sud de Bornéo), les migrations maritimes en provenance de l'archipel indonésien ne purent s'effectuer qu'à bord de grands vaisseaux dont on sait maintenant que les gens de Sumatra savaient les construire à l'époque de l'empire de Srivijaya. Ces migrations et l'installation qui suivit à Madagascar demeurent encore très difficiles à reconstituer dans la mesure où les cultures austronésiennes étaient des civilisations du végétal – y compris pour la fabrication des récipients de bambou – et n'ont de ce fait laissé, pour ces périodes très anciennes, que très peu de traces identifiables susceptibles d'être exploitées par les archéologues, si l'on excepte les marmites de chloritoschite découvertes sur le site de Vohémar, sur la côte nord-est de Madagascar, qui sont très proches d'objets analogues découverts à Dembeni (aux Comores) et sur la côte africaine.

La question des étapes du peuplement de Madagascar a fait l'objet de vifs débats dès la fin du XIXe siècle, au moment où Alfred Grandidier rassemblait les informations nécessaires à la réalisation des grands ouvrages qu'il consacra à l'histoire et à la géographie de l'île. Selon lui, les populations noires de l'île étaient d'origine mélanésienne et auraient vu arriver ensuite des Javanais, ancêtres des Mérina, les apports africains et musulmans étant plus tardifs. Gabriel Ferrand privilégiait à l'inverse la thèse de l'origine africaine des populations installées avant l'arrivée des ancêtres indonésiens des Mérina. Hubert Deschamps pensait qu'un métissage s'était produit vers le milieu du premier millénaire entre des Indonésiens venus par le nord de l'océan Indien et des populations est-africaines. Les populations proto-malgaches ainsi formées auraient été rejointes ultérieurement par de nouveaux immigrants indonésiens et par des Africains importés comme esclaves par le relais des Comores. Il faut ajouter à ces diverses hypothèses celle relative aux Vazimba, premiers

occupants plus ou moins mythiques de l'île, que l'ethnologue Jean Poirier a supposé être parents des populations bushmanoïdes d'Afrique australe... Les premiers Paléonésiens – sans doute métissés d'éléments africains – pratiquaient la navigation et la pêche ainsi que la culture sur brûlis, selon des méthodes identifiées chez certaines populations de Bornéo. Naviguant en direct depuis leur archipel d'origine ou empruntant un itinéraire passant par le sud de l'Inde ou les Maldives, les Néo-Indonésiens seront les derniers venus des migrations orientales au début du deuxième millénaire de notre ère. Ils connaissent la métallurgie du fer, pratiquent la poterie et bâtissent des villages fortifiés très caractéristiques. Alors que l'immigration d'origine indonésienne prend fin vers le XIII^e siècle, les apports africains facilités par la traite des esclaves se maintiennent tout au long des siècles suivants.

La langue et la communauté de culture donnent une certaine unité à la population malgache qui n'en est pas moins très diverse sur le plan anthropologique puisqu'il est possible de distinguer une vingtaine de groupes ethniques présentant chacun des caractères spécifiques. La répartition de ces groupes est largement déterminée par la géographie. Un premier semble correspondre à la côte orientale et au gradin qui sépare, à l'est de l'île, les deux falaises constituant les marches d'accès au Plateau, occupé lui-même par un deuxième groupe, un troisième correspondant à la côte occidentale et aux régions périphériques du nord et du sud de l'île.

Occupée par les marais des basses terres ou par la forêt, la zone orientale abrite, au nord, les Betsimisaraka installés dans la partie la plus humide de l'île où ils cultivent le riz. Les Antemoro, les Antesaka et les Antanosy sont les groupes les plus importants de ceux qui occupent le sud de la côte orientale. Les Bezanozano et les Sihanaka, installés à proximité du lac Alaotra, contrôlent l'espace séparant les deux falaises abruptes qui dominent à l'est les plaines côtières.

Le plateau est occupé au nord par les Tsimihety alors que les Mérina sont installés au centre, c'est-à-dire l'Imerina ou pays de Tananarive. Ils sont divisés en castes ; les Andriana et les Hova sont les castes supérieures à la peau claire de nobles et d'hommes libres alors que les Mainty sont des Noirs libres et les Andevo d'anciens esclaves définitivement affranchis après la conquête française de 1896. Ce sont les Mérina, installés sur le plateau au XIV^e siècle, qui ont réussi à soumettre, au XIX^e siècle, les deux tiers de l'île.

Les Betsileo sont installés dans les régions montagneuses plus méridionales et les Bara, éleveurs à demi-nomades, occupent le sud du plateau. Établies dans une zone plus sèche, les populations de l'ouest vivent surtout de l'élevage et de la pêche pour celles qui vivent sur la côte. Les Sakalaves – dont le nom est celui d'une rivière affluent du fleuve Mangoky – ont formé au XVII^e siècle les deux grands royaumes de Ménabé et de Boina mais ils ont dû subir ensuite la domination mérina. Les Antandroy ou « Gens des ronces » occupent la partie centrale de l'extrême-sud de l'île. Quelques groupes très peu nombreux, présentés parfois comme les descendants des supposés autochtones Vazimba vivaient dans les régions forestières de la chasse et de la cueillette.

Les Européens à la périphérie de la grande île (XVI^e-XIX^e siècles)

mai 1500 : L'escadre portugaise de Pedralvares Cabral est dispersée par la tempête au large du cap de Bonne Espérance. C'est à cette occasion qu'est découverte la Terre de Santa Cruz qui deviendra le Brésil. L'un des navires, commandé par le capitaine Diogo Dias, est entraîné vers l'est et longe vers le nord une côte qui n'est pas celle du Mozambique mais qui apparaît comme celle d'une grande île. Quand Cabral rend compte de cette découverte au Portugal l'année suivante, on juge qu'il s'agit sans doute de Madagascar, l'île – que l'on croyait imaginaire –

placée dans ces régions sur le globe de Martin Behaim. Dès 1502, la carte portugaise de Cantino place en cette zone une île de forme allongée portant le nom de Madagascar, dont les côtes sont visitées au cours des années suivantes par d'autres navigateurs portugais engagés sur la route des Indes.

1506 : Tristan da Cunha pille un comptoir arabe établi sur une île proche de la côte nord-ouest de Madagascar et en massacre les habitants.

1507 : Ruis Pereira mouille à l'estuaire de la Matitana sur la côte orientale et baptise l'île du nom de Saint-Laurent. La même année, Alphonse d'Albuquerque attaque et pille un autre établissement arabe de la côte nord-ouest **afin d'écarter la présence arabe de l'océan Indien.**

1508 : Lopez de Sequeira est chargé par le roi de Portugal d'explorer l'île Saint-Laurent et reconnaît la côte sud-est.

1515 : Luis Figueira établit un fortin à l'embouchure de la Matitana, d'où ses compagnons vont reconnaître plus au nord les baies d'Antongil et de Vohémar.

1517 : La carte de Pedro Reinel présente la forme générale de l'île et donne sa position à peu près exacte par rapport au Tropique du Capricorne.

1527 : Une expédition portugaise est jetée à la côte par la tempête sur la côte sud-ouest et ses six cents hommes sont pour la plupart massacrés ; il est possible que certains aient réussi à gagner l'Anosy, sur la côte sud-est, où ils auraient laissé quelques constructions de pierre ainsi que quelques traces dans la langue locale. **C'est au nord-ouest, dans la baie de la Mahajamba, près de l'embouchure de la rivière Sofia, que s'établirent surtout les relations d'échanges avec les indigènes.** Plus au nord, le principal vestige qu'ait laissé dans la toponymie la présence portugaise est le nom de Diogo Soares (Diego Suarez) – celui du grand port de la pointe septentrionale de l'île – un trafiquant qui transporta vers l'Inde des contingents d'esclaves raziés à Madagascar.

1527 : Des navires dieppois faisant voile pour les Indes font escale à Madagascar.

1529 : Les frères Parmentier en route pour Sumatra à bord du *Sacre* et de *La Pensée* mouillent sur la côte occidentale de l'île pour y échanger des tissus contre des vivres.

1539 : L'Angoumois Jean Fonteneau rapporte que « la coste de l'isle de Saint Laurens est très dangereuse, que les habitants sont de mauvaises gens qui ne veulent trafiquer avec personne... »

1555 : La carte de Guillaume Le Testu donne une idée assez précise de la forme générale de Madagascar.

Fin du XVI^e siècle : Les Hollandais commencent à fréquenter les côtes de Madagascar (la baie de Saint-Augustin sur la côte sud-ouest, à l'embouchure de l'Onilahy, et la côte orientale).

1595 : L'amiral hollandais Cornelis de Houtman séjourne à l'île Sainte-Marie et à la baie d'Antongil, sur la côte nord-est de Madagascar. Les navires hollandais vont ensuite relâcher fréquemment au sud-est (sur la côte de l'Anosy, dans l'île Sainte-Luce) pour se ravitailler en vivres.

février 1602 : Le *Croissant* et le *Corbin*, commandés par le Malouin Frotet de la Bardelière, sont contraints par la tempête de relâcher dans la baie de Saint-Augustin alors qu'ils se dirigeaient vers les Indes orientales. Quelques mois plus tard, deux capitaines marchands français, Martin de Vitry et Pyrard de Laval viennent faire du troc dans la baie de Saint-Augustin.

Début du XVII^e siècle : Les Portugais entreprennent l'exploration de l'île, tentative rapportée par le jésuite Luis Mariano qui y participa de 1613 à 1619. Ce sont les côtes occidentales et sud-orientales qui sont alors surtout reconnues et le fils du roi des Antanosi (baptisés également Maticassi, Malagasy ou Madécasses d'où serait venu le nom de Malgaches

désignant aujourd'hui l'ensemble des habitants) est emmené à Goa pour y être instruit dans la foi chrétienne mais les efforts d'évangélisation n'en restent pas moins sans lendemain.

1630 : Les capitaines dieppois Régimont et Goubert entament une série de voyages vers Madagascar. Ils sont suivis de 1638 à 1644 par François Cauche qui fréquente l'Anosi et l'île Sainte-Luce.

1636 : La Compagnie anglaise des Indes orientales envisage, sous le règne de Charles Ier, une expédition de conquête de Madagascar qui devait être confiée – à l'initiative d'un certain Thomas Herbert qui s'était fait le propagandiste des richesses supposées de l'île – au prince Rupert de Bavière, neveu du souverain Stuart, mais le projet demeure sans suite.

1638 : Les Hollandais s'installent à l'île Maurice et viennent dès lors régulièrement sur la côte orientale de Madagascar pour y chercher du ravitaillement et des esclaves.

1640 : L'Anglais Walter Hamond publie un *Paradoxe prouvant que les habitants de Madagascar sont, dans les choses temporelles, le peuple le plus heureux du monde* ; « l'île d'or », riche en métaux précieux et en terres agricoles, est alors présentée comme un pays de cocagne. En 1644 Richard Boothby évoque sur le même ton Madagascar comme un « paradis terrestre » tout désigné pour devenir, au même titre que la Virginie en Amérique du Nord, une colonie protestante. En cette même année 1644, un groupe de 140 colons conduit par un certain John Smart vient s'installer dans la baie de Saint-Augustin où un fort est établi mais, faute de relations régulières avec les indigènes, les Anglais, privés de ravitaillement, doivent évacuer l'endroit un an plus tard, après avoir perdu les neuf-dixièmes de leur effectif. L'un des rescapés, Waldegrave, règle alors ses comptes avec Richard Boothby dont les descriptions flatteuses avaient motivé les malheureux colons, en expliquant que « le pays est stérile, le climat malsain, les mines illusoire. À Madagascar, il n'y a rien à espérer de bon ni d'heureux. »

1642 : Un traité est conclu entre les Hollandais établis à Maurice et le roi de la région de la baie d'Antongil qui se déclare « sujet de leurs Hautes Puissances, Messieurs les États Généraux des libres Pays Bas Unis ». quand Maurice sera abandonnée au profit de l'escale du Cap de Bonne Espérance, les visites des Hollandais se feront de plus en plus rares.

septembre 1642 : Envoyés par la Compagnie des Indes orientales fondée par le capitaine Rigault – qui a obtenu pour dix ans du cardinal de Richelieu un privilège de résidence et de commerce dans l'île de Madagascar et a su intéresser Fouquet et plusieurs membres du Conseil du Roi à son entreprise –, les commis Pronis et Foucquebourg débarquent du *Saint-Louis* (avec lequel ils ont auparavant reconnu les îles Mascareignes et l'île Sainte-Marie) dans la baie de Sainte-Lucie en compagnie de douze hommes rejoints l'année suivante par soixante-dix autres.

fin 1643 : **L'hostilité des indigènes et les ravages dus aux fièvres conduisent Pronis à s'établir à la pointe de Taolankara, à l'extrême sud de la côte orientale de l'île, pour y fonder Fort-Dauphin.** Des contacts sont établis avec des chefs de l'Anosy et des reconnaissances sont lancées sur la côte est jusqu'à la baie d'Antongil pendant que Foucquebourg visite le sud du pays et en rapporte du bétail.

1646 : La situation de la colonie française de Fort Dauphin se détériore. Foucquebourg est reparti vers la France et Pronis, un protestant rochelais, s'oppose à la majorité catholique des colons qui lui reprochent de favoriser son épouse malgache et l'arrêtent. L'arrivée d'un navire français entraîne sa libération six mois plus tard mais il attire des indigènes dans un guet-apens pour les livrer au capitaine du navire qui entend les vendre comme esclaves aux Hollandais. Pendant ce temps, certains colons ont suivi Claude Leroy, le second de Pronis, pour aller s'installer sur la côte sud-ouest de l'île, dans la baie de Saint-Augustin. L'hostilité de certains autochtones, les complications nées des guerres locales dans lesquelles les Français s'engagent et les divisions qui affectent la petite communauté hypothèquent lourdement l'avenir de la colonie.

décembre 1648 : Arrivée du gouverneur Étienne de Flacourt, associé de la Compagnie et

envoyé par celle-ci pour rétablir l'ordre. Il est accompagné de deux pères lazaristes, Nacquart et Gondrée, envoyés par saint Vincent de Paul. Pronis repart sur le *Saint-Laurent* en février 1650 avec une modeste cargaison de cuirs et de cire, décevante pour les associés de la Compagnie. Aucun navire français ne revient à Fort Dauphin avant 1654. Disposant d'une centaine d'hommes, Flacourt doit faire face à l'hostilité des indigènes et doit monter des expéditions punitives. Un assaut contre Fort Dauphin est dispersé au canon et les chefs se soumettent les uns après les autres. La victoire semble acquise en 1653 et le développement des cultures de riz doit normalement assurer à la colonie des ressources alimentaires suffisantes, complétées par les razzias de bovins réalisées dans l'arrière-pays.

1650 : L'Anglais Robert Hunt et sa petite troupe, venus s'installer dans l'île d'Assada (Nossi-Bé, au large de la côte nord-ouest de Madagascar), sont massacrés par les indigènes.

1655 : Massacre du capitaine La Forêt et de ses compagnons. D'autres massacres sont perpétrés en 1656 et suivis de sanglantes représailles.

février 1658 : Flacourt repart pour la France et laisse le commandement de la colonie à Pronis, revenu dans l'île en 1654. Il publie alors une *Histoire de la grande île de Madagascar* ainsi qu'un *Dictionnaire de la langue de Madagascar* et une *Relation* des événements qui avaient marqué la vie de la colonie. Il conseille l'extension de la colonisation et la conversion des indigènes mais, quand il repart en 1660, son navire est attaqué par les Barbaresques et il périt au cours du combat. Il a résumé pour ses contemporains les atouts de la grande île qui «... est la mieux placée que n'importe quelle île qui soit au monde pour les commodités que les Français en peuvent tirer. Elle est dans le passage pour aller dans les Grandes Indes, proche du royaume de Monomotapa riche en or et en ivoire, et d'icelle l'on pourrait aller faire des découvertes dans les terres australes. L'on y peut bâtir des navires... L'on peut de l'île seule tirer toutes les victuailles nécessaires pour les navigations des Indes, et même assister les autres pays, ce qui est le plus grand avantage que l'on y peut espérer... » Pendant son absence et après la disparition de Pronis survenue en 1655, la situation de la colonie s'est détériorée dans la mesure où celui qui a hérité du commandement, Champmargou, se contente d'une politique de razzias qui entretient l'hostilité des indigènes.

1663 : Le Hollandais Frédéric de Houtman publie un premier dictionnaire établissant la parenté du malais et du malgache.

1663 : Un navire français amène à Fort Dauphin un renfort de soixante-dix hommes et un prêtre lazariste, le Père Étienne, dont le prosélytisme maladroit lui vaut d'être assassiné. Champmargou ne doit d'échapper à un sort analogue qu'à l'intervention du Rochelais Le Vacher, dit La Case, qui a épousé la fille d'un chef local et est ainsi devenu prince malgache, ce qui lui permet de soutenir la petite colonie où se maintiennent ses compatriotes.

mai 1664 : **Constitution d'une nouvelle Compagnie des Indes orientales, dont les dirigeants prévoient la mise en œuvre d'un vaste programme de colonisation à Madagascar.** Quatre navires amènent 400 hommes, soldats et colons placés sous les ordres de Beausse, un demi-frère de Flacourt qui mourra de maladie peu de temps après son arrivée mais qui aura eu le temps de proclamer, le 14 juillet 1665, **l'annexion de la grande île – qui reçoit alors le nom d'île Dauphine – au royaume de France.**

10 mars 1667 : Débarquement à Fort Dauphin du marquis de Montdevergue, lieutenant général, accompagné de deux directeurs commerciaux, Caron et De Faye, de dix vaisseaux, d'un procureur général, de quatre compagnies d'infanterie, de marchands et de colons, en tout deux mille personnes... qu'il est bien difficile de nourrir malgré les efforts de La Case pour fournir le riz nécessaire.

décembre 1667 : À partir de Fénériver (Fort-Gaillard), le marchand François Martin entreprend de pénétrer dans l'intérieur pour en ramener des bœufs. Il remonte les rives du Maningory, franchit la falaise forestière de l'est de l'île et atteint le lac Alaotra mais les indigènes du plateau sont déterminés à se défendre et leurs villages fortifiés apparaissent inexpugnables, ce qui contraint la

poignée de Français et leur « armée » indigène à une retraite rapide vers l'est. Les Français doivent bientôt évacuer les postes d'Antongil et de Matitanana mais se maintiennent aisément dans l'île de Sainte-Marie.

1669 : Rappel de Montdevergue. Il mourra emprisonné au château de Saumur alors que la Compagnie demande au roi de la décharger de Madagascar pour concentrer ses efforts sur l'Inde où Caron s'est établi à Surate, bientôt suivi par De Faye et par François Martin qui sera le fondateur de Pondichéry. Le successeur de Montdevergue, Blanquet de La Haye, a confirmé en 1670 la prise de possession au nom du roi mais il conclut en août 1671 à la nécessité d'abandonner Fort Dauphin au profit de l'île Bourbon (la future Réunion), de Sainte-Marie et d'Antongil.

septembre 1674 : Les quelques dizaines de Français demeurés à Fort Dauphin sous les ordres du major La Bretèche abandonnent la colonie et se replient sur Bourbon. L'échec est total dans la mesure où la présence française s'est limitée à une dimension exclusivement prédatrice. Il n'était pas possible, faute d'hommes en quantité suffisante, d'établir une colonie de peuplement et l'absence de cultures tropicales fournissant des produits « chers », comparables à ceux que procuraient les « îles à sucre » des Antilles ou les îles à épices des Indes orientales, rendait bien vaine une occupation également compromise par l'hostilité des indigènes et les ravages opérés par les fièvres. Trois arrêts successifs n'en confirment pas moins, au début du XVIIIe siècle, la souveraineté – devenue purement théorique – du roi de France sur la grande île.

La présence européenne prend, après le retrait des Français de Fort Dauphin, un caractère bien particulier puisque c'est alors que s'ouvre à Madagascar, pour une quarantaine d'années, le temps des « républiques » pirates. Après avoir sévi dans la mer des Caraïbes – à proximité des routes empruntées par les galions espagnols – la piraterie se déplace à la fin du XVIIe siècle vers l'océan Indien où le trafic arabe du golfe d'Oman et de la mer Rouge offre des proies faciles en même temps que celui qui, par la route du Cap, assure les relations commerciales entre les Indes orientales et l'Europe. L'extension des côtes et l'abondance des baies bien abritées, les possibilités de troc avec les indigènes et donc de ravitaillement constituaient autant d'atouts pour les pirates anglais, français ou américains qui proliféraient à ce moment dans la région. Le capitaine Avery est alors installé dans la baie d'Antongil, le capitaine Williams à Sainte-Marie. Le Provençal Misson et son complice Caraccioli établissent pour leur part, dans la baie de Diego Suarez, l'étonnante république de Libertalia, véritable laboratoire d'un socialisme utopique avant la lettre. Vers 1720, l'arrivée de nouveaux pirates antillais, parmi lesquels le célèbre La Buse, conduit les puissances européennes à se mobiliser et l'escadre anglaise du commodore Matthews, envoyée en 1721 dans l'océan Indien, contraint ces hors la loi à abandonner leurs bases. Beaucoup se réfugient alors dans l'intérieur et abandonnent leurs activités criminelles en se mêlant à la population indigène. L'exécution de La Buse, pendu à Bourbon en 1730, marque la fin de la période qui vit les côtes malgaches prendre le relais de l'île de la Tortue.

1720 : L'introduction à Bourbon de la culture du café d'Arabie entraîne un développement très rapide de cette culture, aux dépens des cultures vivrières. Pour exploiter cette nouvelle ressource, il faut se procurer des vivres à Madagascar mais aussi des esclaves qui fourniront la main d'œuvre nécessaire. Les relations se rétablissent donc rapidement avec la côte orientale de la grande île.

1721 : L'île Maurice, abandonnée par les Hollandais, est occupée par des colons français de l'île Bourbon. D'autres s'installent à Rodrigue peu après et les Mascareignes deviennent alors un archipel français, ainsi que les Seychelles, occupées à la même époque.

1733 : Étude de l'ingénieur Cossigny en vue de l'installation d'un établissement français à Antongil où, en 1746, La Bourdonnais fait relâcher ses navires, durement éprouvés par un cyclone, et trouve tout le bois nécessaire aux réparations.

1739 : Les matelots français de la frégate *La Légère* sont massacrés dans la baie d'Antongil.

1750 : Le gouverneur de Bourbon, David, obtient de Ratsimilaho, le roi des Betsimisaraka, la cession de Sainte-Marie mais l'un de ses agents y est tué la même année ; les fièvres écartent de l'île les Français, qui y reviennent en 1753 mais l'évacuent quatre ans plus tard.

1761-1763 : L'astronome Legentil travaille à Madagascar.

1767 : Un marchand, Glémet, est envoyé par le gouverneur de Bourbon, Dumas, à Fort Dauphin et à Foulpointe et Valagny, un officier qui avait combattu aux Indes, propose de fonder un établissement permanent à Antongil. Ce projet apparaît d'autant plus intéressant que la population des Mascareignes s'accroît très vite et que les îles risquent de dépendre de plus en plus des vivres et des esclaves fournis par la grande île voisine : il y a à Bourbon un millier d'esclaves d'origine malgache en 1717, on en comptera quatorze mille en 1826.

1768 : Un petit comptoir est établi à Foulpointe, à l'initiative de Pierre Poivre, intendant des Mascareignes.

septembre 1768 : Le comte de Maudave, ancien officier qui avait combattu aux Indes et était devenu propriétaire à l'île de France (l'ancienne île Maurice) débarque à Fort Dauphin avec un ambitieux projet de colonisation. L'entreprise est un échec. Attaché aux idées philosophiques, Maudave entend laisser aux indigènes « l'exercice paisible de leurs droits » et veut interdire l'esclavage mais les conflits avec les Malgaches débouchent sur des massacres et notre planteur-philosophe envoie lui-même une centaine d'esclaves sur son domaine de l'île de France. La grande île est de nouveau évacuée en février 1771. L'intendant des Mascareignes Pierre Poivre était bien disposé à encourager Maudave mais le gouverneur Dumas et son successeur le chevalier Desroches firent tout pour compromettre le succès d'une entreprise qui risquait de créer une concurrence dangereuse pour l'île de France et l'île Bourbon.

1770 : Séjour du naturaliste Commerson à Fort Dauphin. Il y révèle l'existence de nombreuses plantes et animaux propres à la Grande Île, qu'il présente comme un « sanctuaire particulier » de la nature.

février 1774 : **Le baron de Benyowski – aventurier polono-hongrois prisonnier des Russes en 1769, échappé du Kamtchatka deux ans plus tard et qui s'est vu confier à Versailles la mission de rétablir la présence française à Madagascar – s'installe dans la baie d'Antongil où il fait construire un village baptisé Louisbourg.** D'autres postes sont établis à Mananara, à Fénériver, à Tamatave, au Cap d'Ambre et à Foulpointe. Les Sakalaves rebelles sont vaincus en mai 1776 mais Benyowski doit compter avec l'hostilité du gouverneur de l'île de France, le chevalier de Ternay, et du commissaire de la Marine, Maillart-Dumesle.

1775 : Carte des côtes de Madagascar réalisée par l'hydrographe d'Après de Manneville.

1774-1777 : Voyages dans l'intérieur, jusqu'au plateau de l'Imerina, de Nicolas Mayeur.

1776 : Deux commissaires envoyés de France, Bellecombe et Chevreau, constatent les limites de l'entreprise de colonisation. Benyowski rentre en France mais, tout à ses rêves mégalomanes – il s'est fait proclamer « roi » par diverses populations indigènes –, il ne parvient pas à trouver des commanditaires pour établir un « empire de Madagascar ». Il n'a pas plus de chance en Autriche et en Angleterre et c'est finalement en Amérique du Nord qu'il trouve des partenaires, ce qui lui permet de regagner la grande île en juillet 1785. L'épisode se termine le 24 mai 1786 quand un détachement envoyé de l'île de France et commandé par le chevalier de Tromelin vient donner l'assaut au village de Mauritiana dont l'aventurier hongrois voulait faire sa « capitale ».

Benyowski est tué au cours de cette action. Son rêve d'empire malgache s'effondrait mais c'était à son initiative qu'avaient été réalisées les premières reconnaissances européennes sur le plateau de l'Imerina.

1780-1781 : Le père Durocher, préfet apostolique pour Madagascar, séjourne à Antongil, Foulpointe et Fort Dauphin et envoie à Rome quelques jeunes Malgaches dont l'un devint prêtre

mais la Révolution interrompra cette entreprise missionnaire.

1786-1788 : Lasale parcourt la côte orientale et visite l'extrême-nord du pays et l'Alaotra.

1790-1792 : Voyages de Dumaine dans l'intérieur.

1791 : Envoyé à Madagascar par la Constituante, le commissaire Lescallier y scelle avec les Malgaches un pacte d'amitié ; le gouverneur de l'île de France Cossigny, le fils de celui qui avait imaginé le projet de colonisation en 1733, voit alors dans les nouveaux principes qui régissent le royaume de France devenu une monarchie constitutionnelle l'occasion de réaliser les vœux de son père : « Notre nouveau régime, qui a pour principe l'égalité, nous gagnera tous les peuples de l'île et unira sous le nom de Français une nombreuse population. »

1796 : Une escadre anglaise détruit le port de Foulpointe qui était le principal lieu d'approvisionnement pour les habitants des Mascareignes. Les échanges s'y poursuivront, ainsi qu'à Fénérive, Sainte-Luce, Foulpointe et Antongil mais **c'est désormais Tamatave qui devient le principal centre commercial de la côte est.**

1802 : Le botaniste Michaux s'établit près de Tamatave.

1807 : Le général Decaen, gouverneur de l'île de France, envoie à Madagascar Sylvain Roux, un créole mauricien qui, par son action, réussit à assurer aux îles Mascareignes le ravitaillement qui leur est nécessaire.

1808 : Reconnaissance de Hugon jusqu'à Tananarive.

1808 : Les Anglais établissent un blocus de la côte malgache pour interdire les importations de vivres des Mascareignes, dont ils s'emparent en 1810.

18 février 1811 : Deux navires de guerre anglais aux ordres du commodore Lynne obtiennent la reddition de Tamatave.

Les royaumes indigènes

Selon Hubert Deschamps – qui fut, à l'heure de l'indépendance, le grand historien de Madagascar – « La période 1500-1810 voit une nouvelle conception politique, celle des royaumes, se superposer aux clans malgaches primitifs en les groupant en unités plus larges et hiérarchisées... » Une tribu royale dominante s'impose alors à ses voisines et établit un système de type féodal. Il ne s'agit alors que de royaumes de faible étendue au sein desquels clans et tribus conservent leurs identités et **seul le royaume méridional entreprendra tardivement la réalisation d'une véritable unité politique de type étatique.** Dans le sud-est de l'île, les principaux ensembles identifiables sont le royaume Antemoro de la région de la Matitana, et juste au nord, celui des Antamabahoaka de la Manajary. Plus au sud, diverses principautés se succèdent dans le pays de l'Anosy. À l'ouest de celui-ci s'étendait l'Androy ou « pays des ronces » peuplé par les Antandroy, demeurés divisés en tribus guerrières. Anriandahifotsi (1610-1685) est le fondateur de la grandeur sakalave et ses successeurs dirigent le royaume de Menabé jusqu'au début du XIXe siècle. Sur la côte nord-est, le relief très compartimenté ne favorisait pas initialement l'installation de grands ensembles territoriaux et les Antanosy de Sainte-Marie ou les Antemoro de la baie d'Antongil étaient des interlocuteurs familiers aux Européens. Au début du XVIIIe siècle, Ratsimilaho fonde dans ces régions le royaume des Betsimisaraka et s'empare de Tamatave. Il s'allie au royaume sakalave du Boina mais meurt en 1750, ce qui entraîne rapidement la décadence de son royaume. Son petit-fils Zakavola sera même victime d'une révolte de ses sujets en 1803. La fin du

XVIII^e siècle voit également s'organiser, à partir de la côte orientale, de puissantes expéditions maritimes qui ont pour objectif le pillage des îles de l'archipel des Comores et de divers secteurs de la côte africaine. Ces expéditions peuvent rassembler des milliers de guerriers embarqués sur des centaines de pirogues très simples et n'engagent donc que des moyens navals très limités mais les destructions infligées aux pays visés n'en sont pas moins considérables. Le centre du plateau intérieur voit prospérer durant toute cette période les royaumes betsileo de Lalangina, Arindrano, Isandra – qui connaît son apogée au XVIII^e siècle sous le règne de Andriamanalina – et Manandriana. **Demeurés divisés du fait de la nature montagneuse de la région, les royaumes betsileo seront finalement placés, au début du XIX^e siècle, sous la suzeraineté du royaume mérimina.** Dans le centre de la partie septentrionale de l'île, le XVI^e siècle a vu la naissance d'une petite principauté dirigée par Andriamanelo qui est à l'origine du royaume mérimina, principauté dont la capitale s'installe au XVII^e siècle à Ambohitrabiby, au nord-est de l'actuelle Tananarive. En 1787, Andrianampoinimerina « le seigneur au cœur de l'Imerina » est porté au pouvoir après le renversement de son oncle.

1787-1810 : Règne de Andrianampoinimerina qui s'empare en 1796 de Tananarive, capitale d'une autre principauté mérimina, et soumet l'ensemble de la région. Il développe ensuite son influence dans les autres royaumes de l'île et impose en parallèle son autorité sacrée sur son propre État. Il dispose d'une armée puissante, impose des corvées et exige de tous ses sujets qu'ils travaillent, en même temps qu'il impose un système réglementé de poids et mesures. À la veille de sa mort, il désigne comme successeur Radama, l'un de ses vingt-quatre enfants.

Madagascar au XIX^e siècle

1810 : Avènement de Radama I^{er}. Hubert Deschamps dit de ce souverain que « son règne court, extraordinairement rempli, marque un tournant et inaugure le XIX^e siècle malgache, avec les trois caractères qu'il gardera jusqu'au bout : rivalité franco-anglaise, conquête de la plus grande partie de l'île par les Merina, pénétration des influences européennes ».

1814 : La France doit céder à l'Angleterre l'île Maurice, Rodrigue et les Seychelles mais le gouverneur britannique de Maurice, l'Écossais Robert Farquhar, réclame aussi les comptoirs français de la côte orientale de Madagascar et crée même un poste anglais à Port Louquez, dans la baie d'Antongil. Il est désavoué par Londres mais il imagine de s'appuyer sur la puissance mérimina grandissante pour développer l'influence anglaise dans la grande île.

1816 : Des créoles de Maurice, Chardenaix puis Lesage, sont envoyés à Tananarive par le gouverneur anglais et le second y obtient la conclusion d'un traité d'amitié et de commerce.

23 octobre 1817 : Un envoyé de Farquhar, Hastie, signe avec Radama un traité qui lui reconnaît le titre de roi de Madagascar, contre la renonciation au trafic d'esclaves et avec la promesse d'une fourniture d'armes et de subsides. Ce premier traité est confirmé par un autre, conclu le 11 octobre 1820. Une armée disciplinée, encadrée par des instructeurs européens, est constituée et équipée de fusils et de quelques canons, ce qui donne au royaume mérimina une supériorité militaire absolue sur ses éventuels rivaux. Le royaume des Bezanozano a été soumis dès 1817.

décembre 1820 : Des religieux britanniques, le révérend Jones de la London Missionary Society, et le révérend Griffiths ouvrent une école à Tananarive. Il y aura dans l'île 23 écoles (dont 20 en pays mérimina), scolarisant plus de deux mille élèves, dont un tiers de filles. C'est à cette époque que le malgache se dote d'un système de transcription phonétique. Plusieurs milliers de Malgaches savent lire à la fin des années 1820 et les missionnaires entreprennent de traduire la

Bible dans la langue du pays. Des techniques européennes sont alors introduites, principalement dans la capitale.

1821 : Sylvain Roux réoccupe Sainte-Marie au nom de la France. Il mourra l'année suivante et ses successeurs ne pourront conserver à la France que cette unique possession.

1823 : Radama prend le contrôle de Tamatave, soumet le pays betsimisaraka, fait arracher à Foulpointe la pierre de possession jadis érigée par les Français et pousse jusqu'à la baie d'Antongil avant d'occuper Vohémar.

1822 et 1824 : Radama mène des campagnes victorieuses en pays sakalave et prend Majunga.

1824 : Le roi antemoro accepte de payer tribut à Radama.

1825 : Une armée mérina s'empare de Fort Dauphin où était installée une « garnison » de cinq Français.

28 juillet 1828 : Mort de Radama.

1828-1861 : **Règne de Ranavalona Ière.** Elle était la première femme et la cousine de Radama et fut portée au pouvoir par les chefs de l'armée et de la noblesse, bien décidés à exercer eux-mêmes le pouvoir. La nouvelle oligarchie ainsi constituée manifeste de l'hostilité à l'influence européenne. Le résident anglais Lyall est chassé. En 1829, les Français réoccupent Tamatave qui sera évacuée sous Louis-Philippe, soucieux d'éviter tout conflit avec l'Angleterre. Les traitants européens sont chassés en 1845, ce qui entraîne le bombardement commun de Tamatave par les escadres anglaise et française du commandant Kelly et de l'amiral Romain-Desfossés. Comme le Japon, la Chine ou le Maroc à la même époque, le royaume malgache tente de s'opposer à la pénétration européenne en cherchant à s'isoler complètement de l'extérieur, avec une exception pour le trafic d'armes et certains produits européens. Le Malouin Napoléon de Lastelle établi à Tamatave jouait alors les intermédiaires. Le Français Jean Laborde installe pour sa part une manufacture de fusils à Mantasoa.

1830 : **Début des persécutions contre les chrétiens.** Les baptêmes sont prohibés en 1832 et il est interdit de s'affirmer chrétien en 1835. Les missionnaires sont chassés et les deux premiers martyrs malgaches sont exécutés. Dix autres le seront en 1840, dix-huit en 1849.

1831 : La reine fonde la ville de Fianarantsoa.

1835 : Les tentatives de conquête des régions méridionales de l'île débouchent sur des échecs en raison de la faiblesse des ressources locales.

1845 : Le conseil colonial de la Réunion fait part, dans une adresse à Louis-Philippe, de « son espérance de créer à Madagascar une grande et importante colonie ».

1853 : Le gouvernement malgache accepte la réouverture des ports.

1855 : Le Français Lambert est reçu à Tananarive et obtient du fils de la reine, Rakoto, la conclusion d'un traité demandant le protectorat français. Napoléon III, qui ne veut pas s'aliéner l'Angleterre, ne donne pas suite à ce projet.

1857 : Réaction xénophobe antieuropéenne qui vaut à Laborde lui-même d'être chassé de Madagascar. Une centaine de chrétiens sont tués ou réduits en esclavage.

18 août 1861 : **Mort de la reine Ranavalona Ière. Elle a désigné son fils Rakoto pour lui succéder sous le nom de Radama II.** Le nouveau roi abolit la peine de mort et décrète une amnistie générale, supprime les corvées, réduit la durée du service militaire et libère de nombreux captifs. Il proclame la liberté des cultes et ouvre tout grand les portes du royaume aux Européens, ce qui permet le retour de Laborde, nommé consul de France.

1862 : Un traité franco-malgache reconnaît Radama II comme roi de Madagascar et accorde de nombreux avantages aux Français. Peu de temps après, le représentant Caldwell obtient des avantages analogues pour l'Angleterre.

11 mai 1863 : Radama II est assassiné à l'instigation des adversaires des réformes. Ils mettent sur le trône Rasoherina, première femme et cousine de Radama qui sera de fait soumise à l'oligarchie.

14 juillet 1864 : Rainilaiarivony devient premier ministre.

1864-1870 : Voyages d'Alfred Grandidier, qui s'impose comme le pionnier de l'exploration méthodique de Madagascar.

1865 : Le précédent ayant été dénoncé, un nouveau traité est signé avec l'Angleterre, un texte comparable l'est avec les États-Unis en 1867 et un autre avec la France en 1868 – la charte Lambert a été dénoncée et les Malgaches, naguère très francophiles, ont alors changé d'attitude.

1868 : Mort de la reine Rasoherina. Avènement de Ramona, sa cousine et deuxième épouse de Radama II, qui prend le nom de Ranavalona II. Lors de son couronnement, les idoles traditionnelles sont remplacées par la Bible.

21 février 1869 : La nouvelle reine et Rainilaiarivony reçoivent le baptême et sont mariés chrétiennement. Le protestantisme progresse alors rapidement dans la noblesse et les catholiques se voient réduits à l'évangélisation des humbles et des esclaves.

1868 : Promulgation d'un code de 101 articles, complété en 1881 par un code de 305 articles qui visent à réformer et à moderniser le pays dans le domaine juridique. La polygamie est abolie et la répudiation unilatérale par les maris proscrite mais la prohibition des mariages entre personnes de castes différentes demeure.

1869 : L'ouverture du canal de Suez donne une importance nouvelle à l'océan Indien.

1877 : Émancipation des esclaves importés d'Afrique.

décembre 1878 : Mort de Jean Laborde. Le différend apparu à propos de sa succession fournit à la France une occasion de reprendre une politique active à Madagascar.

mai 1882 : Le consul français Baudais quitte Tananarive et, en juin, le capitaine de vaisseau Le Timbre vient réaffirmer les droits de la France à Nossi Bé et sur la côte nord-ouest où l'on escompte la présence d'un important gisement de charbon.

mai 1883 : L'amiral Pierre occupe Majunga après l'échec des négociations menées en Europe par un ambassadeur de Rainilaiarivony. Le gouvernement malgache ayant repoussé l'ultimatum français réclamant la cession de l'île au nord du 16^e parallèle, le respect du droit de propriété des Français et une indemnité pour les héritiers de Laborde, Tamatave est occupée le 11 juin après avoir été bombardée.

13 juillet 1883 : Mort de Ranavalona II. Avènement de Ranavalona III. Pendant ce temps, les Français s'emparent de Diego Suarez et de Vohémar.

17 décembre 1885 : Traité franco-malgache de Tamatave. La France bénéficie d'une sorte de protectorat puisqu'elle « représentera Madagascar dans les relations extérieures » et qu'elle aura un résident doté d'une escorte militaire à Tananarive. Elle allait de plus occuper Diego Suarez mais reconnaissait l'autorité de la reine sur l'ensemble de l'île. Le résident Le Myre de Vilers obtient également que Madagascar s'adresse au Comptoir d'escompte pour emprunter l'argent nécessaire au paiement des indemnités dues à la France. Une ligne télégraphique est établie entre Tamatave et Tananarive et douze jeunes Malgaches sont envoyés étudier en France. Des

vice-résidents français sont installés à Majunga, Tamatave, Mananjary, Fianarantsoa et Nossi-Bé.

1885 : Publication de l'*Histoire de la Géographie de Madagascar* d'Alfred Grandidier.

1889 : Des gouverneurs nommés par le pouvoir central méridional sont chargés de l'administration locale.

5 août 1890 : **Signature d'une convention franco-anglaise reconnaissant, en échange de la reconnaissance du protectorat anglais sur Zanzibar, celle « du protectorat français sur Madagascar, avec ses conséquences ».**

22 juin 1894 : Devant l'extension d'une situation d'anarchie dans plusieurs régions de Madagascar, la Chambre des députés française affirme à l'unanimité – sur une proposition de Louis Brunet, représentant de la Réunion – qu'elle est « résolue à soutenir le gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau. » En octobre, Le Myre de Vilers vient proposer un projet de traité instituant un véritable protectorat mais Rainilairanivony répond par des contre-propositions évasives et, **le 27 octobre 1894, les Français évacuent Tananarive.**

15 janvier 1895 : L'occupation de Majunga par les troupes françaises complète les préparatifs de l'expédition dont le principe a été accepté par la Chambre des députés française, malgré l'opposition des socialistes et des radicaux. Le corps expéditionnaire comprend 15 000 hommes et l'acheminement des moyens nécessaires impose la construction d'une route praticable pour les convois. Ces travaux causent la mort, du fait du climat insalubre, de plusieurs milliers de soldats et de convoyeurs algériens et somalis recrutés à cet effet.

juin 1895 : Les troupes françaises commandées successivement par les généraux Metzinger et Voyron établissent une base de départ à Maevatanana en vue de l'attaque contre Tananarive. Les tentatives de réaction des troupes malgaches, engagées en ordre dispersé, sont aisément repoussées.

fin août 1895 : Le corps expéditionnaire français aborde le plateau mais l'aménagement de la route ralentit sa progression.

14 septembre 1895 : **Le général Duchêne, commandant en chef de l'expédition, décide de constituer une colonne légère de 4 000 combattants pour accélérer la marche vers l'intérieur.**

30 septembre 1895 : **Les troupes françaises s'emparent de Tananarive placée sous le feu de l'artillerie déployée sur les collines flanquant la ville à l'est.**

1er octobre 1895 : **Signature du traité de protectorat**, analogue à celui proposé l'année précédente par Le Myre de Vilers. Le Résident général sera chargé des relations extérieures et la reine devra mettre en œuvre les réformes jugées utiles par la France. La formule du protectorat satisfait les missionnaires soucieux de respecter l'identité indigène mais aussi les hommes d'affaires qui pensent pouvoir s'entendre avec des autorités locales plus malléables que des administrateurs coloniaux.

novembre-décembre 1895 : Les troupes françaises doivent réprimer des insurrections déclenchées contre l'autorité du pouvoir méridional.

18 janvier 1896 : Après que Madagascar fut passée, le mois précédent, de l'autorité du ministère des Affaires étrangères à celle du ministère des Colonies, le Résident général Laroche fait signer à la reine **un nouveau traité par lequel la « prise de possession par la France » se substitue au « protectorat ».** Il est cependant demandé au Résident « d'éviter tout acte de nature à affaiblir sans nécessité l'autorité de la reine auprès de ses sujets ».

mars-mai 1896 : De nouvelles insurrections se déclenchent à la périphérie de l'Imérina, encouragées en sous-main par l'oligarchie traditionnelle.

6 août 1896 : Une loi votée par la Chambre le 20 juin, par 329 voix contre 82, déclare « colonie française l'île de Madagascar et les îles qui en dépendent ».

26 septembre 1896 : Laroche décrète l'abolition complète de l'esclavage, deux jours avant de transmettre le **commandement civil et militaire de l'île au général Gallieni**.

La domination française

La décision de faire de Madagascar une colonie et la remise de l'autorité au général Gallieni ouvrent une phase nouvelle dans la politique malgache de la France. Il ne s'agit plus d'exercer un simple protectorat sur la monarchie du peuple dominant. Imposer la souveraineté française exige désormais d'avoir comme interlocuteurs les représentants des divers peuples de l'île, ce qui conduisait à la disparition de « l'hégémonie hova ». Il était également demandé à Gallieni de se concilier, en évitant toute répression aveugle des mouvements de rébellion, les sympathies des diverses « races autochtones ».

15 octobre 1896 : Le prince Ratsimamanga, oncle de la reine, et le ministre Rainandriamampandry, accusés de complicité avec les rebelles, sont condamnés à mort et exécutés. D'autres personnages en vue de la cour royale sont exilés.

27 février 1897 : La reine Ranavalona III est exilée à la Réunion, puis éloignée deux ans plus tard à Alger. Elle mourra en 1917. La royauté est abolie le 28 février et la féodalité le 17 avril. Ces mesures sont finalement approuvées à Paris et Gallieni est nommé gouverneur général. Il organise efficacement la pacification de l'île en privilégiant la connaissance du terrain et des hommes, en mettant en œuvre sa stratégie de « la tache d'huile » qui permet de sécuriser progressivement des régions entières en combinant l'usage de la force avec l'ouverture de dispensaires et d'écoles, la priorité demeurant la mise en confiance des populations. Les résultats sont spectaculaires et la pacification du pays mérina est acquise en mai-juin 1897, marquée notamment par la reddition du chef rebelle Rabezavana qui se rend au commandant Lyautey.

1898-1900 : La plupart des peuplades demeurées insoumises dans les régions d'accès difficile sont contraintes d'accepter l'autorité française.

1900 : Achèvement de la route Tananarive-Tamatave.

1900 : La réalisation d'un recensement de la population donne le chiffre de 2 550 000 habitants pour l'ensemble de l'île, dont 782 000 pour l'Imerina. Tananarive compte alors environ 50 000 habitants, Tamatave 8 000, Diego Suarez 6 000, Majunga 4 000 et Mananjary moins de 3 000.

1900-1902 : Le Commandement supérieur du sud, correspondant au tiers méridional de l'île (avec sa capitale à Fianarantsoa) est confié au colonel Lyautey, qui complète la pacification. Une dernière révolte, facilement réprimée, n'en éclate pas moins en 1904-1905.

1902 : Fondation de l'Académie malgache. Gallieni insiste sur la nécessité de connaître le pays et il encourage ses officiers à rédiger des études historiques, géographiques et ethnographiques. **La mise en œuvre de la « politique des races » vise à en finir avec l'hégémonie mérina, tout en faisant plus facilement accepter par les autres peuples l'autorité française.** Il organise trois écoles chargées de former des administrateurs indigènes destinés respectivement à remplir leurs fonctions sur le plateau et sur les deux côtes orientale et occidentale de l'île. Gallieni n'en attribue pas moins aux Hovas une relative prééminence en reconnaissant leur dialecte comme langue officielle à côté du français et en prévoyant qu'ils pourront accéder avec le temps à la nationalité

française. Le territoire est divisé en provinces, districts et cantons, généralement calqués sur les divisions ethniques, ce qui révèle le souci de pragmatisme du gouverneur général. Un gros effort est réalisé en matière sanitaire puisqu'au départ de Gallieni les Français auront installé 38 hôpitaux, 56 dispensaires, 35 maternités et 11 léproseries. À côté des missions protestantes, les jésuites, les lazaristes et les pères du Saint-Esprit développent leur influence, même si Gallieni, en républicain sourcilieux, maintient une politique de stricte neutralité religieuse. Ces missionnaires se consacrent tout particulièrement à l'enseignement, même si le gouverneur général établit des écoles laïques qui regrouperont plus de vingt mille élèves au moment de son départ.

13 mai 1905 : Gallieni quitte Madagascar en laissant l'île unifiée et pacifiée.

novembre 1905-juillet 1910 : Victor Augagneur exerce les fonctions de gouverneur général. Il limite les pouvoirs des militaires, met en œuvre une politique anticléricale tournée contre les missions et permet à certains Malgaches francophones de demander la nationalité française. C'est sous son autorité qu'est inaugurée en 1909 la première ligne de chemin de fer de l'île. Picquié lui succède d'octobre 1910 à octobre 1914.

1912 : L'archipel des Comores est rattaché à Madagascar sur le plan administratif.

1914-1923 : Les fonctions de gouverneur général sont exercées par Garbit, l'ancien secrétaire général de Picquié. **Madagascar envoie en France, au cours de la guerre de 1914-1918, 45 000 engagés volontaires dont 4 000 seront tués.**

1915 : Formation d'une société secrète nationaliste, Vy Vato Sakelika, de quelques centaines de membres. Ses animateurs sont arrêtés et lourdement condamnés à des peines de travaux forcés mais l'amnistie interviendra dès 1921.

1921 : Mort d'Alfred Grandidier qui a consacré son existence à l'étude de Madagascar. Le relais est pris par son fils Guillaume, qui disparaîtra lui-même en 1956. Effectués sur plus de huit décennies, leurs travaux ont conduit à la publication de deux sommes fondamentales, la *Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar* (parue de 1903 à 1920) et la *Bibliographie de Madagascar* (dont la parution s'est étendue de 1905 à 1957).

1922 : Jean Ralaimongo, animateur du journal *L'Opinion* et fondateur de la Ligue française pour l'accession des indigènes de Madagascar aux droits de citoyens français réclame la transformation de l'île en département et dénonce les expropriations et certains abus de la colonisation.

1923 : Les terres australes françaises sont rattachées administrativement à Madagascar.

1924-1929 : Marcel Olivier est gouverneur général. Il favorise l'activité des grandes compagnies commerciales et crée la Banque de Madagascar ainsi qu'une organisation de crédit agricole, alors que les exportations de produits primaires s'envolent, dans le contexte favorable de la prospérité passagère que connaissent les années vingt. De grands travaux d'infrastructure (routes, chemins de fer) sont poursuivis.

7 mai 1924 : Création des Délégations économiques et financières. Représentant les intérêts des colons et ceux des notables indigènes, elles n'ont qu'un pouvoir consultatif.

3 mars 1927 : Un terrible cyclone détruit Tamatave.

1930-1939 : Léon Cayla, gouverneur général. Malgré la crise mondiale, il rétablit l'équilibre de la balance commerciale de l'île et poursuit les grands travaux, notamment l'aménagement des ports modernes de Tamatave et de Diego Suarez – ce dernier établi jadis par le colonel Joffre. La reconstruction de Tamatave et les transformations de Tananarive, de Fianarantsoa et de Majunga voient le développement dans l'île d'un urbanisme moderne. En passant de 12 000 à 25 000 km, la longueur du réseau routier double au cours de cette période. La production de café est multipliée par six. Une ligne aérienne est alors établie avec la France. Marcel de Coppet remplace Léon

Cayla en juin 1939.

1934 : La publication de *La Nation Malgache* témoigne – en raison de la déception engendrée par l'échec des demandes d'assimilation – du développement d'un nationalisme malgache, animé par Dussac, un créole sympathisant des communistes, et par le Malgache Ravoahangy. Ils réclament la fin de l'indigénat et l'accession de tous à la citoyenneté française mais l'écrasante majorité des masses rurales semble encore étrangère à ces revendications.

juillet 1940 : Le gouverneur De Coppet cède son poste à Léon Cayla, lui-même remplacé en avril 1941 par le gouverneur Annet. Du fait de la guerre, le pays est réduit à vivre de ses propres ressources, la plupart des communications maritimes se trouvant interrompues.

5 mai 1942 : Débarquement anglais à Diego-Suarez. Les navires français se trouvant dans la rade sont coulés et les quelques rares avions français sont abattus. Ces combats entraînent la mort de l'aviateur Assolant qui avait établi la première liaison aérienne entre Madagascar et la métropole. Le prétexte invoqué par les Anglais était la présence tout à fait imaginaire de sous-marins japonais dans les eaux malgaches. Au moment où l'expansion japonaise atteignait en Asie ses limites maximales, les Britanniques entendaient en fait de pouvoir disposer d'une base précieuse leur permettant de conserver une totale liberté d'action dans l'océan Indien au cas où Ceylan et l'Inde se trouveraient par trop menacés.

14 septembre 1942 : Nouveau débarquement anglais, à Majunga cette fois. L'objectif est la prise de contrôle de l'ensemble de l'île ; Tananarive est occupée le 23 septembre. Le gouverneur Annet signe un armistice à Ambalavao le 6 novembre.

janvier 1943 : Churchill ayant décidé de remettre Madagascar à la France Libre, le général Le Gentilhomme vient y installer le pouvoir gaulliste. Il sera remplacé en mai par le gouverneur général de Saint Mart. Le souci de faire participer l'île à l'effort de guerre auquel la France libre entend, pour des raisons politiques évidentes, prendre toute sa part, fait que les prélèvements et les réquisitions sont augmentés, ce qui suscite le mécontentement de la communauté européenne et des populations malgaches, aggravé par l'insuffisance des marchandises de nouveau importées, propice au développement du marché noir.

décembre 1943 : René Pleven, commissaire aux Colonies du Comité français de libération nationale, vient annoncer à Tananarive la constitution d'une commission mixte franco-malgache appelée à débattre de l'évolution politique future de l'île. Ces perspectives semblent confirmées par les propos tenus lors de la conférence de Brazzaville qui, tout en écartant l'autonomie, prévoit pour l'après-guerre une représentation des indigènes des territoires coloniaux au Parlement français.

mars 1945 : Création d'un Conseil représentatif comportant trente membres français et trente membres malgaches désignés par les notables traditionnels. Cette assemblée devait disposer de certains pouvoirs, notamment en matière budgétaire. À l'automne suivant, Madagascar envoie quatre députés à l'Assemblée constituante : deux élus par les Français de l'île, deux par les Malgaches possédant certains diplômes ou exerçant certaines fonctions ; ce sont deux nationalistes, Ravoahangy et un médecin, Raseta, qui sont désignés comme députés malgaches.

1946 : L'archipel des Comores devient un territoire administrativement distinct de Madagascar.

22 février 1946 : Création du Mouvement démocratique de la rénovation malgache, le MDRM, qui s'impose rapidement comme le principal parti politique indigène. Il doit cependant compter avec la concurrence, dans les régions côtières, du Parti des déshérités de Madagascar, le PASDEM. Ce dernier parti est appuyé par l'administration française dans la mesure où il craint un accès trop rapide à l'indépendance, susceptible de favoriser la restauration de l'ancienne hégémonie mérina.

21 mars 1946 : Les députés du MDRM proposent l'abolition de la loi d'annexion et la

reconnaissance de Madagascar comme un « État libre, ayant son gouvernement, son Parlement, son armée, ses finances au sein de l'Union française ». L'échec de la première Constituante fit que cette proposition fut finalement négligée.

19 mai 1946 : Retour au Gouvernement général de De Coppet, qui est accueilli par des manifestations hostiles. L'opinion malgache est influencée par le mouvement de décolonisation qui débute alors en Asie du sud et par les encouragements de l'ONU et des deux grandes puissances du moment, les USA et l'URSS, à réclamer une évolution rapide du statut de l'île.

25 octobre 1946 : Un décret divise Madagascar en cinq provinces disposant d'une large autonomie budgétaire et d'une assemblée propre. Une Assemblée centrale devait par ailleurs siéger à Tananarive.

janvier 1947 : Lors des élections générales, le MDRM l'emporte partout, sauf dans la province de Majunga.

29 au 29 mars 1947 : Déclenchement d'une insurrection violente qui réussit à prendre le contrôle d'un sixième du pays correspondant à la côte orientale.

décembre 1948 : L'insurrection est complètement matée. Les chiffres avancés par le gouverneur général de Chevigné et par le général Garbay pour évaluer le bilan de l'insurrection et de la répression étaient très largement surévalués – il était question de 60 000 à 80 000 morts, mais sans tenir compte du nombre de gens ayant fui leur village pour y revenir ensuite. Si l'on ajoute aux victimes de l'insurrection – Français, tirailleurs sénégalais, Malgaches tués par les rebelles – celles de la répression, on aboutit, selon les chiffres obtenus à l'issue d'une enquête méthodique commandée par le gouverneur général Bargues en 1950, à un peu plus de 11 000 victimes dont plus de 80 % appartenaient au camp des insurgés ou des victimes de la répression, qui fut parfois aveugle.

22 juillet – 4 octobre 1948 : Procès à Tananarive des leaders du MDRM, accusés d'être les responsables du déclenchement de la rébellion. Six condamnations à mort sont prononcées, dont celles de Ravoahangy et de Raseta, mais les condamnés sont graciés et l'amnistie interviendra à partir de 1954. Le MDRM n'en était pas moins dissous. Il constituait en fait la force politique largement dominante et n'avait aucun intérêt à encourager cette insurrection qui n'obéit pas à une direction centralisée. À la base, en revanche, les sections de ce parti furent souvent les foyers initiaux de la révolte. Arrivé en mars 1948, le gouverneur de Chevigné n'en avait pas moins évoqué les perspectives, pour Madagascar, d'une « libre association » à l'Union française.

février 1950 : Robert Bargues succède à Chevigné. Il conduit le redressement économique de l'île et crée les « communes rurales autochtones modernisées » qui doivent contribuer au développement des campagnes.

janvier 1951 : François Mitterrand, ministre des Colonies, déclare que « l'avenir de Madagascar est dans la République française ».

20 décembre 1953 : Une déclaration des évêques catholiques affirme la légitimité des revendications indépendantistes formulées par des syndicalistes et des éléments proches des communistes.

octobre 1954 : André Soucadaux remplace André Bargues. Il est nommé par le gouvernement Mendès-France, au sein duquel un député européen de Madagascar, Roger Duveau, est secrétaire d'État à l'Outre-Mer et a fait voter l'amnistie pour les condamnés de 1948.

janvier 1956 : Duveau est élu député de la côte orientale par un collège malgache alors que l'instituteur Philibert Tsiranana est élu sur la côte occidentale.

23 juin 1956 : Vote de la loi-cadre relative à l'Union française préparée par Gaston Defferre,

qui prévoit la création, à côté des assemblées territoriales, d'un pouvoir exécutif élu par elles. Les élections devaient de plus avoir lieu désormais au suffrage universel et dans le cadre d'un collège unique.

novembre 1956 : À l'occasion des élections municipales, les candidats nationalistes sont élus à Tananarive, Tamatave et Diego Suarez. Ces résultats sont confirmés par les élections régionales d'avril 1957. **Il apparaît à ce moment que la loi de la majorité favorise les populations côtières et dessert l'ancien peuple dominant mérimina, ce que traduit l'élection à la présidence du Conseil issu de l'Assemblée représentative centrale de Philibert Tsiranana, originaire de Majunga et leader du Parti Social Démocrate, héritier du PASDEM, le Parti des déshérités de Madagascar** ; sur huit membres du Conseil, un seul est originaire de Tananarive. En décembre, le Congrès du PSD réclame l'autonomie de l'île et la mise au point d'un statut librement discuté « dans le cadre d'un ensemble français ».

mai 1958 : Un Congrès de l'indépendance regroupe dix partis à Tamatave pour réclamer une république unitaire et un statut analogue à celui des pays du Commonwealth britannique. Le Parti du congrès de l'indépendance, l'AFKM, est créé à son issue.

22 août 1958 : Visite du général De Gaulle à Tananarive pour y présenter son projet de Communauté.

28 septembre 1958 : **Référendum sur la constitution de la Ve République.** Le oui l'emporte à Madagascar par 77 % des voix mais Tananarive et Tamatave donnent une légère majorité au non.

14 octobre 1958 : Un Congrès de toutes les assemblées provinciales réuni à Tananarive proclame la République malgache. Le gouverneur Soucadaux reconnaît le lendemain le fait accompli et une Assemblée Constituante est formée le 16 à partir du Congrès. Un drapeau national unissant les couleurs blanc et rouge de l'ancienne monarchie mérimina à la couleur verte symbolisant les populations côtières est adopté.

Les temps difficiles de l'indépendance

27 avril 1960 : Signature à Paris des accords d'adhésion de Madagascar à la Communauté française.

26 juin 1960 : **Proclamation de l'indépendance de Madagascar. Le nouvel État est admis à l'ONU quelques jours plus tard.**

30 mars 1965 : **Philibert Tsiranana, leader du Parti social démocrate créé en décembre 1956, est réélu président de la République.** L'opposition est formée par le Parti du congrès pour l'indépendance de Madagascar, l'AFKM, fondé en 1958. Le PSD représente surtout les populations côtières, l'AFKM celles du plateau.

printemps 1971 : Le pays est affecté par l'agitation étudiante et la répression d'émeutes déclenchées dans le sud.

30 janvier 1972 : **Tsiranana est réélu pour un troisième mandat (par 99 % des voix).**

mai 1972 : Mouvements de révolte contre le président, qui doit confier le pouvoir au général Gabriel Ramanantsoa, un Mérimina, nommé chef du gouvernement.

octobre 1972 : Les Malgaches adoptent par référendum une nouvelle loi constitutionnelle qui

entrera en vigueur le 7 novembre et se prononcent à 94 % pour le départ de Tsiranana.

4 juin 1973 : Révision des accords économiques liant la France à Madagascar. L'île sort de la zone franc. Les forces françaises encore basées à Madagascar évacuent le pays en septembre. Le virage effectué alors se traduit également par le remplacement du malgache par le français comme langue officielle et par le développement des relations avec les pays du bloc soviétique.

1975 : Cette année est riche en événements. Elle voit en janvier la fin du gouvernement du général Ramanantsoa, l'assassinat du colonel Ratsimandrava qui lui avait succédé, la constitution d'un directoire militaire à la tête de l'État, la suspension des partis politiques et, finalement, **le 15 juin, l'investiture du capitaine de frégate Didier Ratsiraka, élu chef de l'État, chef du gouvernement et président du Conseil suprême de la Révolution.** Il s'agit d'un Betsimisaraka issu de la côte orientale. Le 21 décembre, un référendum conduit à l'adoption d'une nouvelle Constitution et à la proclamation de la République démocratique de Madagascar, dont les principes fondateurs sont tirés du « livre rouge » publié en août et constituant la charte de la « révolution socialiste malgache ».

1976 : Le régime militaire s'établit solidement, avec la création en avril d'une police politique, la Direction générale de l'investigation et de la documentation, et la fondation en décembre d'un parti unique, le Front national pour la défense de la révolution.

1981 : L'agitation étudiante se développe dans la capitale, relayée au printemps de 1982 par des insurrections paysannes et diverses manifestations de mécontentement qui affectent toutes les régions.

7 novembre 1982 : Didier Ratsiraka entame un deuxième mandat.

12 mars 1989 : Malgré la permanence de l'agitation et la persistance des mécontentements au cours des années précédentes, Didier Ratsiraka est élu pour un troisième mandat.

1990 : Visites de François Mitterrand (juin) et du Sud-Africain Frédéric de Klerk (août) mais le pouvoir doit compter avec l'opposition grandissante des églises qui deviennent le principal foyer de contestation.

1991 : L'opposition, conduite par le Conseil national des forces vives, se radicalise et réclame l'abrogation de la constitution de 1975 et le départ du président. Le 26 juin, celui-ci refuse la tenue d'une conférence nationale. En juillet, le pays est paralysé par la grève générale et un contre-pouvoir se met en place autour du général Rakotoharison et d'Albert Zafy, un professeur de médecine. Le pouvoir réplique en faisant arrêter ce dernier et en décrétant l'état d'urgence. Ratsiraka cherche une porte de sortie à la crise en nommant un nouveau premier ministre, M. Razanamasy, mais la grande manifestation pacifique du 10 août débouche sur une répression sanglante – 12 tués et 220 blessés –, ce qui entraîne la constitution en États fédérés de cinq régions du pays. **Le 19 décembre voit enfin la formation d'un gouvernement de transition qui se veut consensuel.**

1992 : Un forum national prépare une nouvelle constitution, adoptée par référendum le 19 août.

25 novembre 1992 – 10 février 1993 : Élection présidentielle à deux tours. Elle voit la victoire d'Albert Zafy (66,74 % des voix) et la défaite de Didier Ratsiraka (33,26 %).

27 mars 1993 : A. Zafy est investi comme premier président de la IIIe République. Des élections législatives ont lieu en juin. L'état de l'économie du pays fait que le nouveau président ne peut appliquer toutes les recommandations du FMI, d'autant que le pays souffre d'une grave instabilité gouvernementale.

février 1994 : Le terrible cyclone Geralda ravage 80 % de la côte nord-est de l'île. **L'année voit**

Madagascar sortir de son isolement économique en introduisant des réformes structurelles d'inspiration libérale et en cherchant à séduire les investisseurs étrangers. Le temps du « socialisme » malgache est révolu. Cette « expérience » a contribué à la ruine du pays, confronté à une situation de famine et de faillite à peu près totale à la fin des années quatre-vingt. Les choses se sont améliorées depuis mais le socialisme malgache a lourdement handicapé les perspectives de développement d'un pays auquel l'ancienne puissance coloniale avait légué une situation tout à fait favorable, en raison notamment de l'importance des travaux d'infrastructures réalisés entre 1896 et 1960 en matière d'agriculture ou d'urbanisme et dans le domaine des voies de communication.

avril 1996 : Le mécontentement grandit contre le président Zafy, qui perd le soutien de la plupart des forces politiques, au point d'être destitué par les députés le 5 septembre et remplacé par le Premier ministre, proclamé président par intérim.

9 décembre 1996 : Didier Ratsiraka gagne les élections présidentielles par 50,71 % des voix mais les abstentionnistes pèsent autant que les votants.

16 décembre 2001 : Élections présidentielles. Marc Ravalomanana, maire de Tananarive et d'ethnie mérina, obtient 53 % des voix au premier tour alors que le président sortant n'en obtient que 35 %. La victoire du premier paraît donc acquise mais Didier Ratsiraka prétend que les résultats s'établissent en fait à 46,44 % de voix pour ses adversaires et à 40,61 % pour lui-même, ce qui doit entraîner la tenue d'un deuxième tour. Les Malgaches, très critiques vis-à-vis de la HCC, la Haute Cour constitutionnelle (« Habitée à Changer les Chiffres »), se reconnaissent dans Marc Ravalomanana, un « self made man » qui a réussi dans les affaires et qui bénéficie du soutien des Églises. D'immenses manifestations en sa faveur se déroulent les 28 et 29 janvier 2002, avec plus d'un million de personnes dans les rues de Tananarive.

22 février 2002 : Marc Ravalomanana se proclame président et nomme le 4 mars un gouvernement parallèle.

17 avril 2002 : Les « deux présidents » malgaches se retrouvent à Dakar en marge d'un sommet de l'OUA et parviennent à un accord en vue de sortir de la crise.

6 mai 2002 : Une semaine après la proclamation officielle de sa victoire, Marc Ravalomanana prête serment comme nouveau président.

15 décembre 2002 : Les législatives anticipées accordent une large victoire au parti de Marc Ravalomanana.

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés